
Geneviève Massard-Guilbaud, Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914

Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p.

Michel Letté



Édition électronique

URL : <http://dht.revues.org/1880>

ISSN : 1775-4194

Éditeur :

Centre d'histoire des techniques et de l'environnement du Cnam (CDHTE-Cnam),
Société des élèves du CDHTE-Cnam

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 250-251

ISBN : 978-2-9530779-7-1

ISSN : 0417-8726

Référence électronique

Michel Letté, « Geneviève Massard-Guilbaud, Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914 », *Documents pour l'histoire des techniques* [En ligne], 20 | 2e semestre 2011, mis en ligne le 21 septembre 2012, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://dht.revues.org/1880>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2016.

© Tous droits réservés

*Geneviève Massard-Guilbaud, Histoire
de la pollution industrielle. France,
1789-1914*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p.

Michel Letté

RÉFÉRENCE

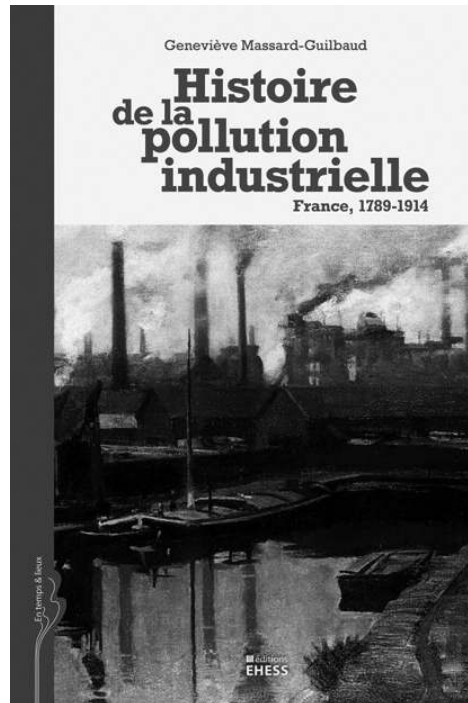
Geneviève Massard-Guilbaud, Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914,
Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p.

1 La parution de ce livre était des plus attendue par les chercheurs en histoire environnementale. Synthèse remarquable de travaux engagés en vue d'une HDR soutenue en 2003 à l'EHESS, ses contenus étaient cependant bien connus des spécialistes, amplement cités au titre d'une incontournable référence toujours « à paraître » de l'histoire sociale.

2 L'objectif affiché était de cerner les pollutions du XIXe siècle, dont les significations et le vocabulaire ont été forgés pour désigner un ensemble complexe de problèmes et de leur gestion. Pour ce faire, l'ouvrage est organisé selon sept chapitres entre lesquels sont intercalés les exposés de cas singuliers de conflits, accompagnés parfois de quelques extraits d'archives. Le choix est des plus judicieux. Il contribue à véritablement

donner corps à la démonstration générale. Les fabricants d'acides Faure et Kessler à Clermont-Ferrand assurent ainsi la transition entre « Les nuisances industrielles en Révolution » et « Les citoyens face aux nuisances » ; le fabricant de plomb Figueroa à Marseille guide le lecteur vers « Les industriels, leurs voisins, leurs édiles » ; la confrontation des maraîchers nantais avec les entreprises Pilon, Buffet, Durand-Gosselin et Saint-Gobain mène aux « Médecins et ingénieurs face à la pollution industrielle » ; la pollution des cours d'eau du Nord, du Pas-de-Calais et de la Flandre belge ouvre sur la question « Pollution, dépollution, qu'en savait-on ? » ; la Compagnie des mines du Rio Tinto déversant en Méditerranée ses effluents déborde ensuite sur « Les savants et la nomenclature » ; enfin, l'usine Leblanc et Cardinal à Nantes et son arsenic débouchent sur le dernier chapitre « Prescriptions et résistances ».

3 Partant d'une étude minutieuse de la genèse du décret de 1810 règlementant l'installation des établissements industriels, l'auteure commence par mettre un terme définitif à un mythe : celui qui faisait de cette législation les fondements d'une protection de l'environnement. Le tournant révolutionnaire n'est en effet pas celui que l'on pouvait croire. L'idée qui a longtemps prévalu d'une inefficacité de règlements chaotiques, archaïques et jugés trop nombreux avant la Révolution est sans détours battue en brèche. L'auteure montre au contraire que l'inquiétude persistante à l'endroit des nuisances et de l'insalubrité était bien inscrite dans la réalité de mesures locales tout à fait pertinentes. À défaut de renoncer à l'activité incriminée, c'était alors l'éloignement de la source de la nuisance qui était préconisée. Sous couvert de rationalisation drastique d'une police sanitaire, l'administration passait cependant de préoccupations auparavant centrées sur la santé publique et l'ordre public au souci de protection d'une industrie naissante. Les contestataires étaient qualifiés tour à tour de voisins jaloux et pleins de préjugés, d'irrationnels ou de forcenés entravant la marche du progrès. Geneviève Massard-Guilbaud retrace ainsi l'atmosphère d'exaltation du passage plein d'espairs de la



transformation organique et putride des matières à la chimie minérale et corrosive, dominante et reine des savoirs.

- 4 Dans le prolongement des règlements napoléoniens, cette logique se renforce tout au long du XIXe siècle, entretenue par de glorieux chimistes dont l'influence économique et politique est à l'époque loin d'être négligeable. Elle visait à assurer les conditions les plus favorables à l'expansion industrielle, confrontée à la concurrence anglaise, puis plus tard allemande, mais aussi aux protestations croissantes des riverains.
- 5 Si dans ce contexte la protection des travailleurs et des populations tendait à s'effacer au profit d'une industrie chimique conquérante, elle ne disparaît toutefois pas totalement. Elle restait cependant confinée en arrière-plan. Les applications locales de la loi peuvent-elles dès lors se lire comme une protection des pollutions au nom des impératifs économiques de la Nation ? Elles disposaient en tout cas désormais d'un droit. Le décret de 1810 ne sera ainsi révisé que tardivement, et sans qu'en soit véritablement changé l'esprit. Ne pas trop entraver industrie, tel demeure dans le fond l'essentiel d'une justification de l'intervention publique, les industriels réclamant la modification d'une réglementation qu'ils jugeaient toujours plus contraignante.
- 6 Certes les plaignants se trouvaient dès lors enserrés dans un carcan administratif. Il rendait sans conteste difficile une issue favorable aux revendications locales. L'auteure montre cependant que la protection des travailleurs et la santé publique finissent par s'imposer à nouveau malgré tout, sous d'autres formes, en adéquation aussi avec l'évolution des sensibilités et la nature des pollutions industrielles. Il faudra plusieurs décennies avant que les médecins et les hygiénistes ne redeviennent des acteurs significatifs de la gestion administrative des nuisances et de leurs conséquences. Ici l'auteure réhabilite par exemple le travail des comités d'hygiène et de salubrité publique, tout au moins dans certaines villes en province. Si leur rôle semble avoir été dans bien des cas insignifiant ou ambigu, voire un peu trop conciliant avec les autorités publiques, il s'avère parfois avoir permis d'exercer notablement la régulation des excès les plus criants. Geneviève Massard-Guilbaud démontre l'implication réelle de certains d'entre eux, et même leur capacité à intervenir dans le cours des affaires locales.
- 7 Au demeurant, le propos du livre n'est ni de dénoncer, ni même de focaliser l'attention sur les seuls échecs, mais bien de cerner, à partir des pratiques administratives concrètes, les efforts entrepris par des acteurs de plus en plus nombreux afin de réconcilier ce qui s'avère comme profondément contradictoire. Au terme de la lecture, on disposera assurément des éléments les plus solides de cette histoire passionnante, non pas tant finalement des nuisances ou des pollutions industrielles elles-mêmes que celle de la régulation d'enjeux dissonants, et dont les impacts sanitaires et environnementaux ont été sans aucun doute les conséquences les plus évidentes.

AUTEURS

MICHEL LETTÉ

CDHTE-Cnam